Préface

Cent quarante-huit millions de tonnes. Ce chiffre représente l'empreinte matières de la région Île-de-France pour l'année 2021 (CitéSource, 2024) : il correspond à la consommation apparente, celle qui est effectivement effectuée au sein de la région, soit 61 millions de tonnes, et à toutes les autres consommations matérielles qui ont été engendrées par l'extraction, la production et le transport de ces biens, produits finis et semi-finis avant leur entrée dans la région, soit 87 millions de tonnes. Avec ces quelques chiffres, tout est dit ou presque : les territoires urbanisés attirent d'énormes flux de matières. Ils en contiennent aussi une quantité considérable, à travers les stocks de bâtiments, d'infrastructures, de biens de consommation durables. En somme, les territoires urbanisés pèsent très lourd.

Cette masse est doublement invisible. D'une part, parce que l'attention à la matérialité des sociétés humaines reste ténue : on ne caractérise pas une ville par son stock de matières, cet indicateur étant cantonné à un petit cercle de chercheurs et d'experts. On connaît (en France et dans les Nords à tout le moins) sa population, sa superficie, son produit intérieur brut (PIB). Mais qui connaît sa masse ? On sait combien d'actifs travaillent à l'extérieur de ses limites, et combien, au contraire, viennent de l'extérieur pour y travailler. Mais qui connaît ses importations et ses exportations matérielles ? Peu de monde en fait. C'est une première forme d'invisibilité, assez paradoxale puisque, où que nous portions le regard, cette matérialité se donne à voir dans sa part immobile – notre logement, notre lieu de travail, la gare – ou mobile – le camion de livraison, la péniche chargée de pondéreux, le wagon de marchandises.

Ces matières mobiles et immobiles sont, d'autre part, associées à des flux et stocks invisibles car ils sont loin et peu pensés. Ce sont non seulement les flux indirects qui composent l'empreinte matières précédemment citée, mais aussi les infrastructures diverses qui, à travers le monde, permettent la circulation des flux et organisent le métabolisme urbain ou territorial. Nous n'y pensons guère et, pourtant, comme le montrent les chiffres cités plus haut, l'effet matériel du métabolisme urbain est plus important à l'extérieur des limites urbaines qu'à l'intérieur de celles-ci. Ces 87 millions de tonnes ne sont ni plus ni moins que des flux de déchets et des pertes de toute nature, engendrés ici et là, souvent loin, par la consommation intra-urbaine. Ils ont des conséquences sanitaires, sociales et écologiques considérables.

Ces flux et stocks énergétiques et matériels sont l'expression d'un régime socio-écologique industriel insoutenable qui conduit au dépassement des limites planétaires, sans pour autant offrir à chaque humain et à chaque humaine des conditions de vie décentes. J'ai dit qu'ils étaient invisibles, mais il faut admettre qu'ils commencent à attirer l'attention, des politiques publiques en particulier. L'économie circulaire en est l'expression la plus répandue, qui s'invite dans les politiques européennes comme nationales et infranationales. En apparence, l'économie circulaire prend acte de la finitude des ressources en proposant de prélever moins grâce à l'écoconception, au recyclage, au réemploi,

à l'allongement de la durée de vie des produits, pour n'en citer que quelques cibles. Cependant, dans sa version dominante, elle conduit peut-être à une troisième forme d'invisibilisation. En produisant le récit d'une transition orchestrée avec détermination et positivité, en mettant en avant les initiatives les plus entraînantes – qu'elles prennent la forme de *start-up* dynamiques ou de recycleries sympathiques –, elle cache l'essentiel : l'augmentation de la pression sur les ressources, l'échec du technosolutionnisme, l'impossibilité de transformer le régime socio-écologique dominant sans engager une refondation politique majeure.

L'ouvrage de Jean-Baptiste Bahers paraît dans ce contexte, et c'est son premier mérite : il tombe à pic. Cette *enquête interdisciplinaire* révèle les multiples dimensions du métabolisme urbain et montre la nécessité de l'extraire d'une approche purement technique et comptable – indispensable cependant, et c'est aussi ce que montre l'ouvrage –, afin d'en analyser les arcanes, voire d'en envisager la reconfiguration effective. Il donne à voir cette empreinte matérielle dans ses déclinaisons territoriales ; il montre comment, grâce à l'approche métabolique, on peut mettre au jour les contradictions des politiques publiques, voire dessiner les contours de celles qui pourraient conduire à une dématérialisation effective des sociétés humaines (au sens de consommation moindre de matières). Il permet de comprendre en quoi le métabolisme, dans sa forme actuelle, peut créer ou accentuer des inégalités ou des vulnérabilités socio-spatiales et, par là, de sortir de l'antagonisme entre environnemental et social (ce qui se ferait pour l'environnement se ferait contre le social).

L'Affaire est dans le flux (« et dans le stock », ajouterais-je), mais l'affaire est mal connue. Jean-Baptiste Bahers montre en définitive le besoin de (re)fonder une connaissance matérielle des sociétés humaines et urbaines en particulier, une connaissance qui se doit, comme il le souligne, d'être interdisciplinaire. Il engage à envisager une transformation profonde et informée de cette base matérielle. On ne peut que le suivre.

Sabine Barles
Professeure d'urbanisme et d'aménagement
à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne